

Le Cnapest menace de reprendre la protestation

«D'ici octobre prochain, je pense que notre syndicat reprendra la protestation si la tutelle affiche le même mépris à l'endroit de nos revendications légitimes», nous dit M. Boudiba Messaoud, membre de l'exécutif du Cnapest et chargé de la communication et de l'information, lors de son passage au bureau de Boumerdès pour nous remettre un communiqué élaboré à l'issue des travaux des journées d'étude à l'intention des coordinateurs de wilaya et des membres du conseil national de cette organisation syndicale.

Ces journées d'étude se sont déroulées du 4 au 8 du mois courant dans la localité de Souk El Thenine (wilaya de Béjaïa). Les propos de notre visiteur reflètent, selon lui, le sentiment général qui prévaut aussi bien au niveau de la base que des instances dirigeantes du Cnapest. Il semblerait que les professeurs de lycée reprochent à leur tutelle le retard pris pour rendre public le nouveau statut particulier de la corporation, mais également le favoritisme envers des syndicats non représentatifs. Par ailleurs, ils ont élaboré une plate-forme de revendications portant sur le régime indemnitaire qui risque de buter sur le refus du gouvernement.

Revenant sur le statut particulier, M. Boudiba nous a affirmé que le ministère de l'Education nationale s'est engagé à remettre la copie finale à la mi-juillet. Ce document est pour le Cnapest important, car de la version finale et officielle découleront d'autres revendications, salariales notamment. Concernant précisément les réclamations salariales, l'atelier, chargé à cet effet par la réunion de Souk El Thenine, a élaboré une plate-forme de revendications en 17 points. Pour ses concepteurs, les indemnités réclamées visent d'abord à combler le fossé entre la grille des salaires actuelle et celle qui devrait normalement entrer en application, au vu de l'inflation à laquelle font face les ménages.

Dans le communiqué qui nous a été remis, les participants à la journée d'étude de Souk El Thenine fustigent le ministère de l'Education qui favorise des syndicats non représentatifs. «Les coordinateurs de wilaya dénoncent le favoritisme dont bénéficient certaines organisations syndicales de la part des structures du ministère de l'Education nationale. En dépit de la représentation de plus de 65 % des professeurs de lycée, notre syndicat est marginalisé», lit-on dans un communiqué où les syndicalistes réclament, en outre, le respect des engagements officiels pris, particulièrement celui lié au statut particulier des professeurs du secondaire.

Le syndicat a étudié les 56 textes d'application de la loi 04/08 portant orientation de l'éducation nationale. Si, d'une manière générale, il trouve du positif dans cette nouvelle loi qui, pour la première fois, selon M. Boudiba, fait que le secteur de l'éducation est considéré comme producteur d'intelligence, le syndicat relève cependant quelques contradictions. L'une d'elles concerne le fonctionnement du conseil de classe et le secret professionnel qui doit être sauvegardé pour la neutralité de cette structure. «Cette loi a été élaborée en notre absence», rappelle M. Nouar, coordinateur national du Cnapest que nous avons joint par téléphone.

Le numéro un du Cnapest tenait, par cette déclaration, à démentir celle de M. Benbouzid, ministre de l'Education nationale, qui a affirmé que la loi 04/08 avait été élaborée en présence de toutes les parties engagées dans le système de l'éducation nationale.

Pour M. Nouar, qui pense que ce choix (nouvelle loi) est celui de l'Algérie, le problème ne réside pas dans une nouvelle loi, mais plutôt dans son application rigoureuse. «Notre pays a de bonnes lois, mais ce n'est pas pour autant que la situation est meilleure», dira-t-il. Questionné sur une éventuelle reprise des protestations, il s'est contenté de déclarer : «La protestation est malheureusement la seule arme pacifique en notre possession.»

Abachi L.

LE SIT-IN DES ENSEIGNANTS CONTRACTUELS SÉVÈREMENT RÉPRIMÉ

La force comme réponse de l'État

Pendant que les enseignants contractuels, en grève de la faim depuis un mois, sont en danger de mort, le ministre de l'Education nationale, M. Benbouzid, demeure silencieux. Hier encore, leur sit-in devant le siège de la présidence de la République a été sévèrement réprimé. Les enseignants contractuels demandent leur intégration et le paiement de leurs salaires bloqués, pour certains d'entre eux, depuis trois ans.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - Le rassemblement que devaient tenir hier matin les membres du Conseil national des enseignants contractuels (CNEC) et les syndicalistes du Snpap, devant le siège de la présidence, a été violemment réprimé par les services de sécurité. Les enseignants protestataires et les membres du comité de soutien à leurs collègues grévistes de la faim depuis 30 jours ont été dispersés avant même qu'il ne puissent s'organiser.

Les meneurs de ce mouvement de contestation ont été arrêtés par des policiers en civil et embarqués manu militari au commissariat limitrophe. L'on peut citer parmi les personnes arrêtées, M^{me} Zineb Belhamel (membre du

Conseil des lycées d'Alger), M^{me} Meriem Maârouf (porte-parole du Cnec), M. Mourad Chico (porte-parole du Snapap), A. Bourehla, D. Zelbani et M. Toufahi, tous membres actifs du Cnec. Au total, ce sont 28 manifestants (26 du Snapap et 2 du CLA) qui se sont retrouvés dans les véhicules de la police stationnés sur place.

Un homme de passage à cet endroit n'a pas échappé à la vague d'arrestations des policiers qui interpellaient le moindre citoyen suspect d'appartenir au group des manifestants qui voulaient remettre une lettre à la présidence de la République. La lettre contenait, selon les représentants du Snapap, un message d'alerte au prési-

dent de la République le sollicitant d'intercéder personnellement pour trouver une solution à cette crise qui risque de coûter des pertes en vies humaines chez les enseignants grévistes.

D'autres manifestants, pour la plupart des femmes, ont été repoussés loin du siège de la présidence et contenus en bas de la rue Ali-Haddad, où un impressionnant dispositif avait été mis en place. Selon les membres du conseil national du Snapap, des manifestants ont été interpellés avant leur arrivée sur les lieux du sit-in.

Les agents de la police les ont, en fait, interpellés au niveau des arrêts de bus de Cinq-Maisons (El-Harrach), de Belouizdad et de la station de bus de Tafourah. Le président d'honneur de l'organisation nationale des parents d'élèves, M. Mebarki, est la seule personne à avoir échappé à la répression de la police. En sa qualité de moudjahid et d'ancien membre de la famille éducative, il a été autorisé à accéder au siège du ministère de l'Education

nationale dans l'espoir d'arracher un entretien avec Benbouzid. M. Mebarki est revenu bredouille, car le ministre de l'Education était absent, a-t-il dit.

Des militants du FFS, du MDS et des responsables de l'association RAJ sont venus, eux aussi, manifester leur soutien aux enseignants grévistes qui se trouvent dans un état de santé très grave.

Les syndicalistes du Snapap ont tenu à dénoncer «l'absence des responsables du secteur de la santé et de la solidarité nationale, ainsi que celle du Croissant-Rouge algérien».

Après avoir exercé pendant les années de braise dans des conditions lamentables et avec des salaires de misère, les enseignants contractuels, estimés à 45 000 à travers l'ensemble du territoire national, se retrouvent dans l'incertitude totale. Le silence de Benbouzid risque de laisser une tache noire dans un secteur qui enregistre le plus grand nombre de contestations.

L. M.

ALORS QUE LA RENTRÉE SOCIALE COÏNCIDE AVEC LE RAMADAN

Le Cnapest exige l'indexation du niveau des salaires sur le taux d'inflation

Sorti renforcé par la réussite de son congrès tenu les 10 et 11 juillet, le Cnapest maintient la pression sur les pouvoirs publics pour faire aboutir ses revendications, notamment salariales. Il estime que la dernière augmentation salariale a été «tuée» par un taux d'inflation de 7 %. A l'issue de ce congrès de mise en conformité qui s'est déroulé sous le triptyque «militantisme, école et citoyenneté», le syndicat s'est donné désormais une ligne de conduite. Un baptême du feu, à la prochaine rentrée scolaire, pour les 160 nouveaux membres du conseil national du Cnapest n'est pas exclu.

Le Cnapest (Conseil national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique) a réitéré ses revendications, et dans le cas de leur non-aboutissement, un dirigeant de ce syndicat n'exclut pas des actions de protestation. «Nous revendiquons un salaire digne et nous demandons à être associés comme partenaire entier aux négociations sur le régime indemnitaire. Nous demandons un dialogue responsable pour résoudre les difficultés en cours en permettant une rentrée scolaire sereine», nous dit le chargé de l'information et de la communication du Cnapest, Boudiba Messaoud, également membre du bureau exécutif issu du dernier congrès du syndicat.

Pressé de dire ce que compte faire le Cnapest pour faire aboutir ses revendications, M. Boudiba, qui nous a rendu visite, accompagné de deux membres du conseil national de la région de

Boumerdès, nous dira que des actions de protestation ne sont pas à exclure. «Habituellement, c'est au cours de l'université d'été que les décisions sur la rentrée scolaire sont arrêtées. L'été de cette année a été consacré au congrès. C'est donc le nouveau conseil national, qui se réunira au mois d'août, qui décidera du plan d'actions.»

Concernant le point nodal de ces revendications, notamment la révision des salaires, qui a été discutée lors du congrès, les congressistes estiment, selon notre interlocuteur, que la dernière augmentation consentie par le gouvernement, fortement contestée par les syndicats autonomes, a été «tuée» par l'inflation à laquelle font face les ménages.

«La dernière augmentation a été rendue caduque par l'inflation dans notre pays dont le taux est actuellement de 7 %. Pour protéger les ménages, les congressistes demandent aux pouvoirs

publics l'indexation du niveau des salaires sur le taux d'inflation», est-il précisé. En clair, le syndicat exige une corrélation entre les salaires et le pouvoir d'achat. M. Boudiba rappelle, en outre, les autres revendications du Cnapest, particulièrement le statut particulier des professeurs de lycée, la révision de la liste des maladies professionnelles ainsi que le problème du logement qui, selon lui, est considéré par les enseignants comme étant un outil de travail.

Un congrès réussi

M. Boudiba, accompagné de MM. Si Youcef et Salhi, membres du conseil national, ainsi que de M. Bechla, membre du bureau de la wilaya de Boumerdès, nous a par la suite présenté un exposé sur le congrès du syndicat qui s'est déroulé les 10 et 11 juillet à l'ITE de Ben-Aknoun. Ce congrès, auquel ont participé 45 wilayas à travers 333 délégués présents à l'ouverture des travaux, avait pour slogan «militantisme, école et citoyenneté.» «Nous sommes pour une école moderne qui prenne en charge les exigences universelles pour former des citoyens conscients de leurs devoirs et de leurs droits, dans une société qui les respecte et qu'ils respectent. Nous estimons que les citoyens doivent participer à la construction

d'une société tolérante. Nous préconisons le respect des libertés universelles, et des libertés syndicales particulièrement. Précisément, nos compatriotes veulent bouger et faire les efforts nécessaires pour une amélioration dans tous les domaines.

Malheureusement, ils sont découragés par les multiples entraves dressées devant eux. D'où notre devise relative au militantisme», nous dit Boudiba. Au plan organique, le congrès a conservé le système de gouvernance horizontale dans lequel la prise de décision est collégiale. Le congrès a élu un conseil national de 160 membres, d'où est issu un bureau exécutif de 13 membres ayant comme coordinateur M. Nouar Larbi pour un mandat de 3 ans. Selon M. Boudiba, ce congrès a été rehaussé par la présence de représentants de partis politiques, comme le RCD, le FFS, le PST, de différentes ligues algériennes de protection des droits de l'homme, de syndicats autonomes et de personnalités d'envergure nationale. Il n'a nullement évoqué la présence de représentants des partis politiques proches du pouvoir, même ceux qui crient sur les toits qu'ils défendent les droits des travailleurs, encore moins le syndicat du pouvoir. C'est là tout un programme !

A. L.